

**Point de presse -  
Nigéria/Niger/Attaques de Boko  
Haram - Iran/Peine de mort - Iran -  
Situation de M. Loup Bureau -  
Migrations/Sahel - Syrie**  
(Paris, 16 août 2017)

Au point de presse de ce jour, le porte-parolat a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

**1 - Nigéria - Niger - Attaques de Boko Haram (15 août 2017)**

La France condamne avec la plus grande fermeté les attentats perpétrés le 15 août à l'entrée d'un camp de déplacés dans la ville de Mandarari, dans l'État de Borno (Nigéria), qui ont fait une trentaine de morts et plus de quatre-vingt blessés.

Nous adressons nos condoléances aux familles des victimes et souhaitons un prompt rétablissement aux blessés.

La France saisit cette occasion pour dénoncer les autres exactions commises par Boko Haram autour du Lac Tchad, notamment les assassinats et enlèvements perpétrés début juillet à Nguéléwa (Niger). Nous saluons l'engagement des forces de sécurité des pays de la région pour lutter contre le terrorisme dans le bassin du Lac Tchad et renouvelons notre soutien à la force multinationale mixte, créée à l'initiative du Cameroun, du Niger, du Nigéria et du Tchad.

**2 - Iran - Peine de mort**

La France condamne l'exécution en Iran, le 10 août 2017, d'Alireza Tajiki, mineur au moment des faits et lors de son jugement, et exprime ses préoccupations quant aux informations faisant état de l'exécution imminente de Mehdi Bohlouli, condamné à la peine capitale alors qu'il était lui aussi mineur.

Cette exécution est contraire aux engagements internationaux auxquels l'Iran a lui-même souscrit, en particulier la convention internationale relative aux droits de l'enfant. Elle intervient par ailleurs à rebours de l'évolution positive constatée en matière de droits de l'Homme en Iran, avec, notamment, l'adoption par le parlement iranien d'une loi réduisant le champ de la peine de mort le 13 août.

La France rappelle son opposition constante à la peine de mort, partout dans le monde et en

toutes circonstances. Elle encourage l'Iran à poursuivre ses efforts et à instaurer un moratoire en vue d'une abolition.

### 3 - Iran

Q - Pensez-vous que l'Iran prend le monde en otage avec l'accord nucléaire?

R - L'accord de Vienne a été conclu entre les E3/UE+3 et l'Iran le 14 juillet 2015. Il est en oeuvre depuis le 16 janvier 2016. Il s'agit d'un accord passé au nom de l'ensemble de la communauté internationale, qui n'a de sens que si toutes les parties mettent rigoureusement en oeuvre ses dispositions.

Depuis janvier 2016, la mise en oeuvre a été globalement satisfaisante mais a pu donner lieu à quelques difficultés, dont certaines apparaissent dans les rapports de l'agence internationale pour l'énergie atomique, comme les dépassements de la limitation des stocks d'eau lourde iranienne. Ces problèmes de mise en oeuvre ont toujours été résolus par la discussion, dans le cadre des réunions de la commission conjointe, qui rassemblent l'ensemble des parties à l'accord sur une base trimestrielle.

Cela implique néanmoins le maintien de la plus grande vigilance, qui a été la ligne constante de la France depuis janvier 2016. Nous comptons sur une attitude responsable de Téhéran et, par conséquent, sur la stricte mise en oeuvre de sa part de l'accord conclu avec le groupe E3/UE+3.

Le président de la République a réaffirmé cette ligne en rappelant l'importance de l'accord de Vienne, que la France ne souhaite ni rouvrir, ni renégocier, mais mettre en oeuvre de manière stricte et rigoureuse, en particulier sur son volet nucléaire. La France y a été très attentive depuis 18 mois, et continuera de l'être pendant toute sa durée.

### 4 - Situation de M. Loup Bureau

Q - Est-ce que l'avocat de Loup Bureau ainsi que les agents consulaires français ont eu accès à M. Bureau comme le prévoient les conventions internationales auxquelles la Turquie est partie ?

R - Les agents de notre consulat ont rendu une première visite consulaire à M. Bureau le 11 août. Ils ont pu s'entretenir longuement avec lui, notamment sur ses conditions de détention, et lui remettre une aide financière pour ses besoins en prison. Des livres et des magazines ont été également donnés aux services pénitentiaires pour remise à notre compatriote. Nous avons également rappelé aux autorités turques l'importance de ne pas le transférer dans une autre ville ou dans une autre prison et de lui permettre d'avoir des contacts téléphoniques plus fréquents avec sa famille. Par ailleurs, M. Bureau est autorisé par les autorités turques à rencontrer son avocat plusieurs fois par semaine.

## 5 - Migrations - Sahel

Q - Est-ce que les hotspots qui ont été proposés par la France pour trier les réfugiés au Niger ou peut-être le Tchad vont se concrétiser ?

R - Je vous renvoie aux déclarations du ministre à l'Assemblée nationale le 9 août dernier.

## 6 - Syrie

Q - Quand est-ce que le groupe de contact sur la Syrie qui a été proposé par la France va se réunir ?

R - M. Jean-Yves Le Drian a rappelé qu'une solution politique en Syrie devait associer «avec le soutien des Nations unies, les membres permanents du Conseil de sécurité et les pays de la région». Nous poursuivons nos discussions avec nos partenaires en ce sens, en coordination avec l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies./.